



PRÉFET DE LA REGION ILE-DE-FRANCE,
PRÉFET DE PARIS

Direction régionale et interdépartementale
de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Ile
de France

Paris, le **23 MAI 2023**

Unité départementale de Paris
Service " Patrimoine, paysages et droit des sols " / Pôle " Droit des sols "
5 rue LEBLANC – 75.015 Paris

Affaire suivie par : Christophe DEBYSER
0182525163
christophe.debyser@developpement-durable.gouv.fr

D386

PC 075 113 23 P0011

54 au 62 RUE PASCAL - 111 RUE LEON MAURICE NORDMANN - 1 au 11 RUE DE JULIENNE
1 au 7 RUE CORVISART - 43B BOULEVARD ARAGO - 75013 PARIS

Madame,

Vous avez déposé la demande de permis de construire susvisée.

Un **arrêté vous autorisant ces travaux** a été délivré ce jour. Cette autorisation est accompagnée de l'**obligation de respecter certaines prescriptions**. Vous en trouverez ci-joint copie.

Il vous appartient à présent :

- Δ d'une part, dès l'ouverture du chantier, conformément aux articles R424-16 et A424-19 du code de l'urbanisme, de déposer contre décharge ou d'envoyer à l'UDEAT de Paris(*), par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal, en trois exemplaires, la Déclaration d'Ouverture de Chantier (DOC).

NB : les DOC sont disponibles à l'adresse <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R1976> ;

- Δ d'autre part, dans un délai de trente jours après l'achèvement des travaux, d'adresser à l'UDEAT de Paris, pôle Droit des Sols, 5 rue Leblanc, Paris 15° (*), dans les mêmes conditions, en trois exemplaires, la Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux (DAACT) prévue aux articles R462-1 et A462-1 du code de l'urbanisme.

NB : les DAACT sont disponibles à l'adresse <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R1978> ,

Les travaux projetés étant soumis aux dispositions de l'une des sous-sections 1 à 5 de la section 3 "Personnes handicapées" (Livre 1er, Titre 1er, Chapitre 1 ; articles R111-18 et suivants, du code de la construction et de l'habitation, votre D.A.A.C.T. devra, en application des articles R462-3 du C.U., et L111-7-4 et R111-19-27 du C.C.H., être accompagnée de l'*attestation constatant que les travaux réalisés respectent les règles d'accessibilité*. Cette attestation devra être établie par un *"contrôleur technique titulaire d'un agrément l'habilitant à intervenir sur les bâtiments ou par un architecte, au sens de l'article 2 de la loi du 3 janvier 1977 sur l'architecture susvisée, qui ne peut être celui qui a conçu le projet, établi les plans ou signé la demande de permis de construire"*. Elle devra être conforme au modèle fixé par l'annexe 3 de l'arrêté du 22 mars 2007 modifié le 3 décembre 2007. De plus, j'attire votre attention sur les dispositions de l'article R462-4-4 du code de l'urbanisme, qui édicte que « *les attestations accompagnant la D.A.A.C.T. sont fournies sous l'entière responsabilité des demandeurs* ».

Je rappelle que tout chantier doit être conduit selon les règles de l'art et que tout dommage causé aux immeubles voisins, du fait de l'exécution des travaux autorisés, relève de la responsabilité du pétitionnaire.

AP-HP Centre Université Paris Cité
Madame Antoinette CESARI
54 rue Pascal
75013 Paris

Je précise que sur le panneau d'affichage sur le terrain des permis et décisions de non-opposition à des déclarations préalables délivrés au nom de l'Etat par le préfet de la région d'Ile de France, préfet de Paris, *"l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté"* qu'il convient d'indiquer n'est ni l'hôtel de ville de Paris, ni la mairie d'arrondissement, mais la suivante :

consultationads@developpement-durable.gouv.fr

DRIEAT IdF – UDEAT 75 – PPDS/DS - 5 rue Leblanc - 75.015 Paris - 01 82 52 51 58

J'attire également votre attention sur la nécessité, avant tous travaux de démolition ou de restructuration d'un bâtiment existant, de procéder dans les locaux concernés par la présente autorisation à la recherche de matériaux contenant de l'amiante, et de prendre, le cas échéant, toute mesure afin que les travaux de démolition ou de restructuration envisagés ne constituent pas un danger pour les personnes pouvant être directement ou indirectement exposées à cette matière. Tous renseignements relatifs aux risques liés à une exposition à l'amiante peuvent être obtenus auprès de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Ile de France (D.R.I.E.A.T.-I.F), Unité départementale de Paris (UDEAT 75), service "Patrimoine, paysage et droit des sols", pôle "Patrimoine, paysages et qualité de la construction", 5 rue Leblanc - 75.911 Paris cedex 15, tél. 01 825 25167.

Enfin, j'appelle votre attention sur l'article L.531-14 du code du patrimoine : *"lorsque, par suite de travaux ou d'un fait quelconque, des monuments, des ruines, substructions, mosaïques, éléments de canalisation antique, vestiges d'habitation ou de sépulture anciennes, des inscriptions ou généralement des objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie ou la numismatique sont mis au jour, l'inventeur de ces vestiges ou objets et le propriétaire de l'immeuble où ils ont été découverts sont tenus d'en faire la déclaration immédiate au maire de la commune, qui doit la transmettre sans délai au préfet. Celui-ci avise l'autorité administrative compétente en matière d'archéologie. Si des objets trouvés ont été mis en garde chez un tiers, celui-ci doit faire la même déclaration."*

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes sentiments distingués.

Pour le préfet et par délégation

Le directeur régional et interdépartemental adjoint de l'environnement,
de l'aménagement et des transports de la région Ile-de-France,
directeur de l'unité départementale de Paris

Jean-Pascal BIARD